



## CHAPITRE 142

## CHAPTER 142

Loi modifiant la charte de la ville de Richmond

An Act to amend the charter of the town of Richmond

[Sanctionnée le 4 février 1960]

[Assented to, the 4th of February, 1960]

Préambule.

**A**TTENDU que la ville de Richmond a, par sa pétition, représenté que dans son intérêt et celui des contribuables, ainsi que pour la bonne administration des ses affaires, il convient de lui accorder de plus amples pouvoirs que ceux qu'elle possède déjà sous l'autorité de sa charte, les lois 1 Edouard VII, chapitre 50; 2 George VI, chapitre 117; 5 George VI, chapitre 81; 14-15 George VI, chapitre 95; 1-2 Elizabeth II, chapitre 97; 4-5 Elizabeth II, chapitre 100; 6-7 Elizabeth II, chapitre 93, et 7-8 Elizabeth II, chapitre 93, et aussi d'apporter de nouvelles modifications pour ladite ville, à la Loi des cités et villes et pour d'autres fins;

Attendu qu'il convient d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Fonds industriel autorisé.

**1.** Nonobstant toutes dispositions législatives à ce contraire, la ville de Richmond est autorisée à créer un fonds industriel d'un montant n'excédant pas trois cent mille dollars, pourvu que le ou les règlements en décrétant la création aient reçu les approbations requises par la loi pour les règlements d'emprunt, sauf que la majorité de ceux qui auront voté sera toujours suffisante pour l'approbation par les électeurs propriétaires. Si les approbations requises sont obtenues, le conseil de la ville est autorisé, sujet à

Preamble.

**W**HEREAS the town of Richmond has, by its petition, represented that in its interest and that of the ratepayers as well as for the good administration of its affairs, it is expedient that it be granted powers more ample than those which it already has under its charter, the acts 1 Edward VII, chapter 50; 2 George VI, chapter 117; 5 George VI, chapter 81; 14-15 George VI, chapter 95; 1-2 Elizabeth II, chapter 97; 4-5 Elizabeth II, chapter 100; 6-7 Elizabeth II, chapter 93, and 7-8 Elizabeth II, chapter 93, and also that further amendments be made for the said town to the Cities and Towns Act, and for other purposes;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Notwithstanding any legislative provision to the contrary, the town of Richmond is authorized to establish an industrial fund in an amount not exceeding three hundred thousand dollars, provided that the by-law or by-laws ordering the establishment thereof have received the approvals required by law for loan by-laws, save that the majority of those who have voted shall always be sufficient for the approval by the elector proprietors. If the required approvals are obtained, the council of the town is au-

Industrial funds authorized.

l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, à contracter un ou des emprunts dont le total n'excèdera pas trois cent mille dollars, pour acquérir, à l'amiable ou par expropriation, construire, entretenir, vendre ou louer des immeubles qui serviront en tout ou en partie à des fins municipales ou industrielles et, à consentir, à même ce fonds industriel, des prêts hypothécaires pour l'établissement ou le maintien d'industries qui seraient à l'avantage de toute la population. La ville est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, pour la ville, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant le service de la dette sur le ou les emprunts contractés pour l'acquisition ou l'érection desdits immeubles.

Emploi  
des  
sommes  
perçues.

Tel montant provenant de ces ventes ou louages devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la ville à ce sujet et au paiement du capital, des intérêts et des autres dépenses et frais légitimes occasionnés à ce sujet, y compris les dépenses d'entretien et d'amélioration des bâtisses et terrains acquis en vertu des présentes dispositions. Le surplus de cet argent devra être déposé dans un fonds spécial dont l'utilisation partielle ou complète sera soumise à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec. La ville devra exiger que tout prêt consenti par elle, en vertu des présentes dispositions, soit garanti par première hypothèque sur les terrains et les bâtisses. Elle pourra aussi prendre une garantie sur la machinerie sans être obligée d'en avoir la possession pour garantir la créance de la ville au même titre que les immeubles.

Acqui-  
sition.

Advenant le cas où la ville serait obligée de protéger sa créance, elle pourra acquérir les immeubles hypothéqués en sa faveur de même que la machinerie, et ensuite, les revendre ou louer; le prix de revente ou de location devra être approuvé par la Commission municipale de Québec et sera consacré uniquement au remboursement desdits emprunts, sauf si la Com-

thorized, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, to effect one or more loans the total of which shall not exceed three hundred thousand dollars, to acquire by agreement or by expropriation, erect, maintain, sell or lease immovables to be used, in whole or in part, for municipal or industrial purposes, and to make, out of such industrial fund, hypothecary loans for the establishment or maintenance of industries calculated to benefit the whole population. The town is authorized to sell or lease the said immovable or immovables upon such conditions as it may determine, provided that the selling price be not less than the cost of the said immovables to the town, and that the rent thereof be not less than the amount representing the service of the debt on the loan or loans effected to acquire or erect the said immovables.

Any amount received from such sales or leases shall be used to extinguish the liabilities incurred by the town in the premises and to pay the principal, interest and other legitimate expenses and costs incurred in that respect, including expenses to maintain and improve the buildings and lands acquired under these provisions. The surplus of such money shall be deposited in a special fund the use of which, in whole or in part, shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission. The town shall require that any loan it may grant under these provisions be secured by first hypothec on the lands and buildings. It may also take security on the machinery without being obliged to have the possession thereof to secure the claim of the town on the same basis as the immovables.

Employ  
of sums  
received.

If the town should be obliged to protect its claim, it may acquire the immovables hypothecated in its favour as well as the machinery, and subsequently resell or lease the same; the resale price or rent must be approved by the Quebec Municipal Commission and shall be used solely for the repayment of the said loans, unless the Quebec Municipal Com-

Acqui-  
sition.

mission municipale de Québec permet d'en disposer autrement.

Pouvoir d'emprunt non affecté.

Ces emprunts pour les fins du fonds industriel n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la ville pour des fins municipales.

S.R., c. 233, a. 424, am. pour la ville. Couvre-feu.

**2.** L'article 424 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville de Richmond, en ajoutant le paragraphe suivant:

"3. Pour régler la présence des enfants âgés de moins de quatorze ans, dans les rues et places publiques, sans être accompagnés de leurs parents ou gardiens, après neuf (9) heures du soir, heure normale, et imposer une pénalité au père ou en son absence, à la mère ou tuteur ou gardien en charge de l'enfant; la pénalité ne pourra être réclamée et imposée qu'après deux avertissements donnés par le chef de police, au père, à la mère, tuteur ou gardien, selon le cas."

S.R., c. 233, a. 526, remp. pour la ville.

**3.** L'article 526 de la Loi des cités et villes remplacé, pour la ville de Richmond, par l'article 7 de la loi 1-2 Elizabeth II chapitre 97, est de nouveau remplacé, pour la ville de Richmond, par le suivant:

Commerces, etc.

**"526.** Le conseil peut, en sus des taxes prévues par l'article 523, déterminer, imposer et prélever certains droits annuels ou taxes sur l'un ou plusieurs ou tous commerces, manufactures, établissements financiers, ou commerciaux, occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profit ou d'existence exercés ou exploités par une ou des personnes, sociétés ou corporations dans la municipalité, pourvu que ces droits ou taxes n'excèdent dans aucun cas trois cents dollars par année. Ces droits ou taxes peuvent être différents pour les personnes qui ne résident pas depuis douze mois dans la municipalité que pour celles qui y résident, pourvu que les droits et taxes imposés sur les personnes qui ne résident pas ou qui résident depuis moins de douze mois dans la municipalité n'excèdent pas les autres d'au-delà de cinquante pour cent.

Taux variable.

Le taux de ces droits ou taxes peut varier suivant la nature ou le genre de chaque commerce, manufacture, établis-

mission permits it to be otherwise disposed of.

Such loans for the purposes of the industrial fund shall not affect the borrowing power of the town for municipal purposes.

Borrowing power not affected.

**2.** Section 424 of the Cities and Towns Act is amended, for the town of Richmond, by adding the following paragraph:

"3. To regulate the presence of children under fourteen years of age in the streets and public places, without being accompanied by their parents or guardians, after nine (9) o'clock in the evening, standard time, and to impose a penalty on the father or, in his absence, on the mother or tutor or guardian responsible for the child; the penalty may be claimed and imposed only after two warnings given by the chief of police to the father, mother, tutor or guardian, as the case may be."

R.S., c. 233, s. 424, am. for the town. Curfew.

**3.** Section 526 of the Cities and Towns Act replaced, for the town of Richmond, by section 7 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 97, is again replaced, for the town of Richmond, by the following:

R.S., c. 233, s. 526, replaced, for the town.

**"526.** In addition to the taxes provided for in section 523, the council may establish, impose and levy certain annual dues or taxes on one or more or all trades, manufactures, financial or commercial establishments, occupations, arts, profession, callings or means of earning a profit or a livelihood, carried on or followed by one or more persons, firms or corporations in the municipality, provided that such dues or taxes do not exceed in any case the sum of three hundred dollars per annum. Such dues or taxes may be different for persons who have not resided in the municipality for twelve months from those for persons who reside therein, provided that such dues and taxes imposed on non-residents or on those who have resided in the municipality for less than twelve months, shall not exceed the others by more than fifty per cent.

Trades, etc.

The rate of such dues or taxes may vary according to the nature or kind of each trade, manufacture, financial or commer-

Variable rate.

sement financier ou commercial, occupation, art, profession, métier ou moyen de profit et d'existence."

cial establishment, occupation, art, profession, calling or means of earning a profit or a livelihood."

Ententes  
auto-  
risées.

**4.** Subordonnement à l'approbation préalable du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, la ville de Richmond est autorisée à conclure des ententes avec toutes personnes, sociétés ou corporations relativement au transport et à la livraison du gaz aux consommateurs.

**4.** Subject to previous approval by the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, the town of Richmond is authorized to make agreements with any person, firm or corporation with respect to the transportation and delivery of gas to consumers.

Agree-  
ments  
author-  
ized.

Droit  
exclusif.

Telles ententes pourront comprendre un droit exclusif pour une période déterminée, et régir l'installation de tous ouvrages nécessaires ou utiles à ce service au-dessous ou le long de toute rue, ruelle, ou autre place publique. Lesdites ententes seront cependant sujettes à l'approbation de la Régie de l'électricité et du gaz, mais les dispositions de la Loi relative à la concession de franchises par les municipalités (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 222), ne s'appliqueront pas à ces ententes.

Such agreements may involve an exclusive right for a fixed period and may govern the installation of all works necessary or useful for such service, under or along any street, lane or other public place. The said agreements, however, shall be subject to the approval of the Electricity and Gas Board, but the provisions of the Municipal Franchises Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 222), shall not apply to such agreements.

Exclusive  
right.

1957-58,  
c. 93, a. 8,  
remp.

**5.** L'article 8 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 93, est remplacé par le suivant:

**5.** Section 8 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 93, is replaced by the following:

1957-58,  
c. 93, s. 8,  
replaced.

Évalua-  
tion fixe.

**"8.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale, tout contrat ou règlement à ce contraire, la corporation de la ville de Richmond est autorisée à fixer l'évaluation de tous les terrains, bâtisses industrielles, machineries et accessoires, que Richmond Shoe Supplies Limited possèdera, acquerra, occupera, érigera ou installera dans la municipalité à partir du premier octobre 1959, à la somme de vingt-cinq mille dollars, pour une période de trois ans à compter du premier octobre 1959, et cette évaluation servira de base à l'imposition des taxes municipales et scolaires tant générales que spéciales de ladite compagnie."

**"8.** Notwithstanding any general law or special act, or any contract or by-law to the contrary, the corporation of the town of Richmond is authorized to fix the valuation of all the land, industrial buildings, machinery and accessories that Richmond Shoe Supplies Limited may possess, acquire, occupy, erect or install within the municipality from and after the first of October, 1959, at the sum of twenty-five thousand dollars for a period of three years reckoning from the first of October, 1959, and such valuation shall be used as a basis for the imposition of the municipal and school taxes both general and special of the said company."

Valuation  
fixed.

Entrée en  
vigueur.

**6.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**6.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.